



**POUVOIR ADJUDICATEUR**  
(ORGANISME CONTRACTANT)

**CAF DE LA SEINE SAINT DENIS**  
**52 RUE DE LA REPUBLIQUE**  
**93000 BOBIGNY**

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC)

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)**

OBJET DE LA CONSULTATION N° 08/2025

# **TRAVAUX DE FAUX-PLAFONDS DESTINÉS AUX DIFFÉRENTS LOCAUX DE LA CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

Accord-cadre à bons de commandes passé par procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1, du 1° de R2123-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

*Date d'établissement : 18/06/2025*

*Travaux de faux plafonds destinés aux locaux de la Caf de la Seine-Saint-Denis.*

|                 |
|-----------------|
| <b>SOMMAIRE</b> |
|-----------------|

|   |    |
|---|----|
| ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES .....   | 3  |
| ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD CADRE.....  | 3  |
| ARTICLE 3 : REGLEMENTATION ET PROCEDURE APPLICABLE .....                              | 3  |
| ARTICLE 4 : CONDITIONS JURIDIQUES .....   | 3  |
| ARTICLE 5 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....                                      | 4  |
| 5.1 : PIECES PARTICULIERES .....  | 4  |
| 5.2 : PIECES GENERALES .....  | 4  |
| ARTICLE 6 : NORMES.....   | 5  |
| ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE.....                              | 6  |
| ARTICLE 8 : CONDITIONS DE COMMANDE DES TRAVAUX .....                                  | 6  |
| 8.1 : ÉTABLISSEMENT DE DEVIS PREALABLE .....  | 6  |
| 8.2 : FORMES DES COMMANDES .....  | 6  |
| ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE .....  | 7  |
| 9.1 : DISPOSITIONS APPLICABLES AU TITULAIRE.....                                      | 7  |
| 9.2 : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SOUS-TRAITANTS .....                               | 8  |
| ARTICLE 10 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX.....                               | 9  |
| 10.1 : FORME DES COMMANDES .....  | 9  |
| 10.2 : DELAIS D'EXECUTION .....   | 10 |
| 10.3 : LIAISONS AVEC LE TITULAIRE .....   | 10 |
| 10.4 : MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION .....                                       | 10 |
| ARTICLE 11 : MESURES D'HYGIENE ET DE SECURITE .....                                   | 10 |
| 11.1 : MESURES D'ORDRE SOCIAL.....  | 10 |
| 11.2 : MESURES PARTICULIERES D'HYGIENE ET DE SECURITE .....                           | 11 |
| 11.3 : FORMATION DES TRAVAILLEURS EXPOSES A L'AMIANTE.....                            | 11 |
| ARTICLE 12 : VERIFICATION DES TRAVAUX - RECEPTION DES OUVRAGES .....                  | 11 |
| 12.1 : VERIFICATION DES TRAVAUX .....   | 11 |
| 12.2 : RECEPTION DES OUVRAGES .....   | 12 |
| ARTICLE 13 : DÉLAIS DE GARANTIES.....   | 12 |
| ARTICLE 14 : AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX .....                            | 12 |
| ARTICLE 15 : PÉNALITÉS .....  | 12 |
| ARTICLE 16 : PRIX ET RÉVISION .....   | 13 |
| 16.1 : CONTENU DES PRIX .....   | 13 |
| 16.2 : REVISION DES PRIX .....  | 13 |
| 16.3 : CLAUSE DE SAUVEGARDE .....   | 14 |
| ARTICLE 17 : LIQUIDATION DES DÉPENSES .....   | 14 |
| 17.1 : ACOMPTES .....   | 14 |
| 17.2 : FACTURATION .....  | 14 |
| 17.3 : TAXES .....  | 15 |
| 17.4 : DELAI GLOBAL DE PAIEMENT .....   | 15 |
| 17.5 : MODALITES DE PAIEMENT .....  | 16 |
| ARTICLE 18 : RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES - ASSURANCES .....                     | 16 |
| 18.1 : RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES .....  | 16 |
| 18.2 : ASSURANCES.....  | 16 |
| ARTICLE 19 : RÉSILIATION .....  | 17 |
| 19.1 : CAS DE RESILIATION N'OUVRANT PAS DROIT A INDEMNITE : .....                     | 17 |
| 19.2 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE AVEC MISE EN DEMEURE : .....                | 17 |
| 19.3 : RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE SANS MISE EN DEMEURE : .....                | 17 |
| ARTICLE 20 : MESURES COERCITIVES .....  | 18 |
| ARTICLE 21 : GARANTIES EXIGÉES DU TITULAIRE DU MARCHÉ .....                           | 18 |
| ARTICLE 22 : CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES .....                               | 18 |
| ARTICLE 23 : DÉCLARATIONS RÉGLEMENTAIRES .....  | 19 |
| ARTICLE 24 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE .....                               | 19 |
| ARTICLE 25 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL ..... | 19 |
| ARTICLE 26 : LITIGES .....  | 19 |
| ARTICLE 27 : LANGUE .....   | 20 |
| ARTICLE 28 : DEROGATIONS .....  | 20 |

**ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES**

Les parties contractantes sont :

- D'une part, la Caf de la Seine-Saint-Denis (Caf 93), dont le siège social est situé au 52 rue de la République – 93000 Bobigny, désignée ci-après par l'expression « l'Organisme contractant » ou « le pouvoir adjudicateur ». L'Organisme contractant est représenté à la signature de l'accord-cadre et pour tout Avenant éventuel par son Directeur Général ou son délégué.

Tous les règlements des sommes dues au titre de l'accord-cadre sont assurés le Directeur Comptable et Financier de l'Organisme contractant, même adresse, auquel doit être signifiée toute opposition éventuelle. Pour la conduite des travaux, leur suivi technique et leur réception, le pouvoir adjudicateur est représenté par le responsable du Pôle Immobilier Maintenance Sécurité et Environnement (PIMSE).

- D'autre part, l'entreprise, Titulaire de l'accord-cadre, désignée dans le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) par l'expression « le Titulaire » ou « l'Opérateur économique » ou « le prestataire ».

**ARTICLE 2 : OBJET DE L'ACCORD CADRE**

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) fixe les conditions de l'accord-cadre à bons de commande que l'Organisme contractant entend passer pour la réalisation de **travaux de faux plafonds** destinés à différents locaux de la Caf implantés dans le département de la Seine-Saint-Denis.

Le C.C.A.P. a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution de l'accord-cadre. Le contenu et les caractéristiques des travaux attendus figurent au cahier des clauses particulières (CCTP) de l'accord-cadre.

Le marché implique une obligation de résultat pour la réalisation des travaux qui seront demandés.

**ARTICLE 3 : REGLEMENTATION ET PROCEDURE APPLICABLE**

Le présent accord-cadre est passé en application de l'article L124-4 du Code de la sécurité sociale, de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, et il est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est régi en outre par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (C.C.A.G. « travaux » issu du texte n° 19 de l'arrêté du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021.

**ARTICLE 4 : CONDITIONS JURIDIQUES**

Il s'agit d'un accord-cadre passé selon une procédure adaptée en application des dispositions de l'article L2123-1 et du 1° de l'article R2123-1 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande passé et exécuté conformément aux dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 du même Code.

En application des dispositions du 2° de l'article R2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est passé sans minimum et avec un maximum de **120 000 € HT** sur la durée globale de l'accord-cadre.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il sera exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées à l'article 10 du CCAP.

Après la notification de l'accord-cadre au Titulaire, les bons de commandes seront émis dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. En effet, les travaux à exécuter seront précisés par l'Organisme contractant dans chaque bon de commande émis, au fur et à mesure et en fonction des besoins à satisfaire.

Aucun bon de commande ne pourra plus être émis après l'échéance de l'accord-cadre. Cependant, l'exécution de ceux émis préalablement à cette échéance sera poursuivie jusqu'à la fin des travaux qui y sont prescrits. La durée d'exécution des bons de commande ne pourra pas aller au-delà d'un mois à compter de la date limite de validité de l'accord-cadre.

Le Titulaire prend note que la Caf de la Seine-Saint-Denis se réserve, en cas de besoin, le droit de faire appel à la concurrence pour des matériaux ou/et des travaux de nature spécifique, par voie de procédure adaptée ou d'appel d'offres.

## **ARTICLE 5 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

### **5.1 : Pièces particulières**

Les pièces constitutives du marché comprennent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (A.E.), et ses deux annexes, complétés, datés et signés par le titulaire du marché, acte d'engagement également signé par le représentant du pouvoir adjudicateur,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.), dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi,
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.), dont seul l'exemplaire conservé par l'Organisme contractant fera foi,
- Le(s) bon(s) de commandes émis dans le cadre de l'accord-cadre,
- Le mémoire technique du Titulaire,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics de travaux (C.C.A.G.), visé à l'article 3.1
- S'il y a lieu les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du de l'accord-cadre.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

### **5.2 : Pièces générales**

Il s'agit des pièces générales suivantes :

- L'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie législative du code de la commande publique entré en vigueur le 01/04/2019.
- Le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 (JO du 05 décembre 2018) portant partie réglementaire du code de la commande publique entré en vigueur le 01/04/2019.
- L'Arrêté du 19 juillet 2018 (JO du 27 juillet 2018), portant règlement sur les marchés publics passés par les Organismes de Sécurité Sociale.
- Les normes homologuées et les règlements français ou équivalents UE reconnus, applicables aux travaux et fournitures, et en vigueur au moment de leur exécution. Dans le cadre de l'exécution du présent accord cadre, le Titulaire s'engage à respecter les normes homologuées et les règlements

français ou équivalents U.E. reconnus applicables aux travaux et matériaux, objets de l'accord cadre et en vigueur au moment de leur exécution, en particulier les normes AFNOR ou équivalents, tels que les Ecolabels.

## ARTICLE 6 : NORMES

Tous les ouvrages seront exécutés suivant les règles de l'Art et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature du marché et notamment :

- Le code de l'Urbanisme ;
- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Normes Françaises (NF) et Européennes (EN) homologuées ;
- Normes AFNOR applicables au bâtiment,
- Les Cahiers des Charges des DTU (Documents Techniques Unifiés) et de leurs additifs publiés par le
- CSTB avec les différentes mises à jour et annexes ;
- Les Cahiers des Clauses Spéciales des DTU,
- Les règles des D.T.U. ;
- Les Règles Professionnelles ;
- Eventuellement les ATEC, ATX ou ETN ;
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA) ;
- La Réglementation Thermique (RT 2012 et future RT 2020) ;
- Documents techniques COPREC n° 1 et n° 2 "Contrôle technique des ouvrages" publiés au supplément 82.51 Bis de Décembre 1982 du Moniteur ;
- Les lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction ;
- Le code du travail (livre 2) ;
- Le code de l'environnement (partie législative) ;
- Les règlements de sécurité ;
- Les réglementations incendie ;
- La note de sécurité.
- Les prescriptions de la santé publique.
- Les avis des Bâtiments De France ;
- Les attendus du permis de construire ;
- Les avis du coordonnateur de sécurité existants ou à venir ;
- Les avis et observations du contrôleur technique existants ou à venir.

**Liste des DTU :**

- DTU 25.1 : Enduits intérieurs en plâtre
- DTU 25.221 : Plafonds constitués par un enduit armé en plâtre
- DTU 25.222 : Plafonds fixés - Plaques de plâtre à enduire - Plaques de plâtre à parement lisse.
- DTU 25.231 : Plafonds suspendus à éléments de terre cuite.
- DTU 25.232 : Plafonds suspendus, Plaques de plâtre à enduire -Plaques de plâtre à parement lisse directement suspendues.
- DTU 25.31 : Ouvrages verticaux de plâtrerie ne nécessitant pas l'application d'un enduit au plâtre- Exécution des cloisons en carreaux de plâtre.
- DTU 25.41 : Ouvrages en plaques de parement en plâtre (à faces cartonnées).
- DTU 25.42 : Ouvrages de doublage et habillage en complexes et sandwiches - plaques de parement en plâtre-isolant.
- DTU 25.51 : Mise en œuvre des plafonds en staff.
- DTU 58.1: plafonds suspendus ;

Cette liste n'est pas limitative, l'entreprise devra tenir compte de l'ensemble des règlements, qui seront en vigueur lors de l'exécution du chantier.

**ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE**

L'accord-cadre prend effet à compter de la date de sa notification, qui correspond à la date de réception par le Titulaire de la copie de l'accord-cadre.

Il est conclu pour une période de trente-six (36) mois. Toutefois, durant cette durée de trente-six (36) mois, l'Organisme contractant aura la faculté de dénoncer l'accord cadre, à tout moment, par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.

Par ailleurs, l'accord-cadre pourrait être résilié dans les conditions visées par l'article 18 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

**ARTICLE 8 : CONDITIONS DE COMMANDE DES TRAVAUX****8.1 : Etablissement de devis préalable**

Avant l'établissement de tout devis relatif à des travaux de création ou de modification, un représentant qualifié du titulaire devra avoir visité les lieux pour établir un devis sur la base des prix figurant au bordereau de prix inclus à l'acte d'engagement.

Le Titulaire étant réputé connaître les lieux, aucune réclamation relative à des imprévus portant sur des points apparents ou aisément vérifiables, ne pourra être prise en compte.

Les devis devront être présentés à l'organisme dans les **5 jours ouvrés**, suite à une demande pour faciliter les commandes dans les meilleurs délais. Tous les devis demandés devront faire ressortir, en détail, local par local, poste par poste, et par articles, les quantités réellement mises en œuvre.

Ils rappelleront, en outre, les prix unitaires contractuels et décomposeront les prix de façon détaillée. Ces devis devront en outre reprendre impérativement les numéros d'articles et les prix unitaires contractuels.

**8.2 : Formes des commandes**

Les commandes seront émises par l'Organisme contractant, au fur et à mesure de ses besoins.

Chaque bon de commande, communiqué au Titulaire avant le début d'exécution des travaux, portera la signature du Directeur de l'Organisme contractant, ou de son représentant dûment mandaté. Il sera envoyé au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par tout autre moyen permettant de donner date certaine à la commande. La date de réception du bon de commande par le Titulaire est la date de notification de la commande.

En cas de nécessité et/ou d'urgence, les travaux de dépannage pourront être commandés par téléphone ou par Internet exclusivement par le représentant de l'Organisme contractant, sachant que ces commandes seront ensuite confirmées par bon de commande.

Chaque bon de commande indiquera notamment les éléments suivants :

- la référence de l'accord-cadre,
- la référence du bon de commande,
- la désignation des travaux et/ou des fournitures ou matériaux,
- la quantité
- le lieu et le délai de réalisation (ou la date d'exécution à ne pas dépasser)
- le prix en vigueur au jour de la commande,
- le taux et le montant de la TVA,
- le lieu d'envoi des factures.

Les travaux modificatifs, en plus ou en moins, ne devront être réalisés qu'après réception par le Titulaire d'ordres de service modificatifs signés par la personne responsable de l'accord cadre ou son délégué.

## ARTICLE 9 : SOUS-TRAITANCE

### **9.1 : Dispositions applicables au titulaire**

La sous-traitance totale du marché est interdite.

Le titulaire qui envisage de sous-traiter, sous sa responsabilité, l'exécution de certains travaux devra en faire la demande. La sous-traitance est régie par les dispositions des articles L2193-1 et suivants et R2193-1 et suivants du Code de la commande publique, ainsi que les dispositions de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

La déclaration d'un sous-traitant se fait par la remise d'un formulaire DC4 dûment rempli par les parties concernées (le Titulaire et son sous-traitant). Pour qu'elle lui soit opposable, le DC4 doit également être signé par le représentant de l'Organisme contractant ou son délégué.

Si le Titulaire confie l'exécution de prestations à un sous-traitant, sans en informer préalablement l'Organisme contractant et sans l'accord de celui-ci, le sous-traitant ne peut prétendre à aucun paiement auprès de l'Organisme contractant.

Toute sous-traitance non déclarée engage la responsabilité du Titulaire. Il est tenu à cet égard d'engager toutes les dépenses qui seront nécessaires à l'exécution des prestations, y compris les travaux de reprise et de remise en l'état des lieux, conformément aux stipulations de l'accord-cadre et des règles de l'art.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

**1°) - Déclaration de sous-traitant au moment de dépôt de l'offre**

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant (effectifs, moyens techniques, liste des principales références effectuées au cours des trois dernières années, preuve d'une assurance des risques professionnels, chiffres d'affaires, etc.).

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas dans un cas d'interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

**2°) - Déclaration de sous-traitance pendant l'exécution de l'accord-cadre**

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur, ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R2193-22 du Code de la commande publique, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par les parties intéressées.

Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

**9.2 : Dispositions applicables aux sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'organisme contractant au Titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du siège du Titulaire contre récépissé. Par ailleurs, le sous-traitant libelle les factures au nom du Titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'Organisme contractant accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'organisme contractant.

En cas d'accord, le Titulaire joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme contractant procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours, après réception de la facture conforme.

Ce délai court à compter de la réception, par l'Organisme contractant, de l'accord total ou partiel du Titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, ou à l'expiration du délai de 15 jours cité précédemment si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore à la réception par l'organisme contractant de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme contractant informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## **ARTICLE 10 : CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX**

### **10.1 : Forme des commandes**

Les commandes seront émises par l'Organisme contractant au fur et à mesure de ses besoins. Chaque bon de commande, communiqué au Titulaire avant le début d'exécution de la prestation, portera la signature du Directeur de l'Organisme contractant ou de son représentant dûment mandaté. Il sera envoyé au Titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la commande. La date de réception du bon de commande par le Titulaire est la date de notification de la commande.

Les engagements notifiés par bon de commande signé par l'Organisme contractant, s'entendent pour des travaux chiffrés préalablement, présentés sur devis, avant le début d'exécution des opérations.

En cas de nécessité et/ou d'urgence, les travaux de dépannage pourront être commandés par téléphone ou par mail exclusivement par le représentant sur le site concerné, sachant que ces commandes seront ensuite confirmées par bon de commande.

Chaque bon de commande délivré par l'Organisme contractant indique :

- La référence de l'accord-cadre,
- La référence du bon de commande,
- La désignation des travaux et/ou des fournitures ou matériaux,
- La quantité,
- Le lieu et le délai de réalisation (ou la date d'exécution à ne pas dépasser),
- Le prix en vigueur au jour de la commande,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le lieu d'envoi des factures.

Les travaux modificatifs, en plus ou en moins, ne devront être réalisés qu'après réception par le Titulaire d'ordres de service modificatifs signés par la personne Responsable de l'accord cadre ou son délégué.

**10.2 : Délais d'exécution**

Le Titulaire s'engage à effectuer un dépannage en urgence dans les locaux de l'Organisme contractant, dans un délai d'intervention maximal de quatre (4) heures à compter de la demande de l'Organisme contractant.

Pour les autres travaux commandés, d'une façon générale, le délai d'intervention n'excédera pas huit (8) jours ouvrés après commande de l'Organisme contractant.

Le délai d'exécution devra impérativement tenir compte de celui imposé dans le bon de commande ou ordre de service, le planning ou le calendrier de réalisation.

En outre, les réparations diverses devront être satisfaites dans les 48 heures de la commande.

Enfin, toute demande de devis et d'intervention du chargé d'affaires, devra avoir lieu dans les 5 jours ouvrés à la suite de la demande de l'organisme contractant.

**10.3 : Liaisons avec le Titulaire**

Toutes les conditions d'exécution impliqueront donc en permanence :

- la possibilité de joindre l'entrepreneur facilement, personnellement ou son chargé d'affaires dûment mandaté,
- que le chef d'équipe présent sur le chantier en l'absence de l'entrepreneur ou de son représentant habituel, soit un interlocuteur dûment qualifié et responsable pour prendre toute décision aussi rapidement que possible,
- compte tenu de la nature des travaux, qu'au moins un membre de l'équipe présente sur le chantier s'exprime, lise et écrive correctement en langue française,
- qu'une flexibilité qualitative et quantitative en main d'œuvre reste disponible en vue de faire face à plusieurs chantiers simultanément ou de natures diverses, dans les délais impartis et convenus.

**10.4 : Modifications en cours d'exécution**

- Si l'intérêt de l'Organisme contractant ou un motif d'intérêt général les justifient, des modifications de l'accord-cadre peuvent être décidé par l'Organisme contractant. Le Titulaire est tenu de les exécuter dans les mêmes conditions que les travaux prévus dans le cadre du présent accord-cadre, sans préjudice au droit à la compensation auquel il peut prétendre,
- La décision de l'Organisme contractant sera notifiée par courriel au Titulaire, qui sera réputé l'avoir acceptée s'il n'a pas formulé de réserves, sans préjudice des délais d'intervention en urgence, dans les 5 jours qui suivent la réception de ladite décision,
- La modification d'une commande peut soit être faite en plus soit en moins,
- L'accord-cadre peut en outre être modifié conformément aux articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique.

**ARTICLE 11 : MESURES D'HYGIENE ET DE SECURITE****11.1 : Mesures d'ordre social**

Pour les mesures d'ordre social relatives à la protection de la main d'œuvre, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions de l'article L 5212-1 du Code du Travail.

**11.2 : Mesures particulières d'hygiène et de sécurité**

Le Titulaire et son personnel devront respecter strictement les diverses consignes générales et particulières de sécurité propres à chaque établissement qui lui seront communiquées.

Le Titulaire assurera l'exécution des travaux avec les équipements, les matériels et les produits nécessaires selon les règles de l'art et les normes en vigueur.

Il devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et de matériels de protection appropriés individuels et collectifs, conformes à la réglementation en vigueur. En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence et de façon visible un badge spécifique de leur fonction.

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entrepreneur devra faire connaître au représentant de l'Organisme contractant, les renseignements suivants :

- le nombre de salariés affectés pour la durée de l'opération, ainsi que le nom et la qualification de la personne chargée de diriger l'intervention et d'encadrer le personnel ;
- le nombre d'heures total prévu pour l'exécution des travaux ;

Le Titulaire devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de son personnel dans les locaux de l'Organisme contractant. Il devra, par ailleurs, faire connaître à l'Organisme contractant tous les changements de salariés affectés aux opérations intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre.

**11.3 : Formation des travailleurs exposés à l'amiante**

En application de l'arrêté du 22 décembre 2009 modifié par les arrêtés du 23 mai 2011 et du 23 février 2012, tout travailleur susceptible d'être exposé à l'amiante doit avoir reçu une formation adaptée à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Certains bâtiments de l'organisme contractant sont susceptibles de comporter des matériaux contenant de l'amiante du fait de leur date de construction. En conséquence, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à ce que ses intervenants sur le chantier aient effectué la formation adaptée pour les travaux qui seront à réaliser dans ces bâtiments. A ce titre, il devra justifier avant tout début d'exécution que ses intervenants ont reçu la formation adaptée prévue par les textes. Ses intervenants devront être porteur de l'attestation de formation délivrée par un organisme de formation agréé.

**ARTICLE 12 : VERIFICATION DES TRAVAUX - RECEPTION DES OUVRAGES****12.1 : Vérification des travaux**

Les opérations de vérifications préalables à la réception des travaux prescrits par bon de commande seront effectuées conformément aux dispositions du présent C.C.A.P. et aux articles 24 et 25 du C.C.A.G. visé à l'article 3.

Il sera aussi opéré régulièrement, en cours d'exécution des travaux, à leur vérification, en vue de contrôler leur conformité aux prescriptions contractuelles et ce, afin de garantir la qualité technique demandée aux matériaux et aux prestations dans le strict respect des conditions de coûts et délais contractuels. A défaut, ou en cas de réserves, les pénalités prévues ci-après prendront effet à compter de cette date pour défaut de conformité intégral au Cahier des Charges.

**12.2 : Réception des ouvrages**

La réception des ouvrages se fera à l'achèvement de l'ensemble des travaux afférents à l'exécution de l'opération commandée. La réception ne pourra intervenir qu'après l'exécution conforme des travaux de reprises. Les travaux de reprise dus aux prestations non conformes n'ouvriront droit à aucune indemnité ou plus value.

Pour les opérations revêtant une certaine importance du fait de leur montant ou de leurs implications techniques, la réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal notifiant au Titulaire la réception des ouvrages. Pour les travaux de moindre importance, la mise en règlement de la facture correspondante vaudra notification sans réserve de la réception des ouvrages.

La signature du procès verbal sans réserve ou la levée de réserves fait partir le délai de garantie.

**ARTICLE 13 : DÉLAIS DE GARANTIES**

Conformément à l'article à l'article 44 du C.C.A.G. visé à l'article 3, le délai de garantie est fixé à un (1) an à compter de la date d'effet de la réception des travaux. Durant ce délai, l'entrepreneur, titulaire du marché, est tenu, à l'obligation de « parfait achèvement des travaux exécutés ». Au titre de cette obligation, il doit en particulier :

- exécuter les travaux de finition ou de reprise demandés lors de la réception des travaux,
- remédier à ses frais à tous les désordres, dont les causes lui sont imputables et qui se produiraient durant le délai de garantie, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il se trouvait lors de la réception ou après reprise des imperfections constatées.

En outre, en application des dispositions des articles 1792 à 1792-4 et 2270 modifiés du Code Civil, les travaux demeurent soumis à une garantie de 10 ans pour les gros ouvrages et les éléments d'équipements faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature de clos et de couvert, les autres éléments d'équipement demeurant soumis à une garantie de bon fonctionnement de 2 ans. Il est précisé que le point de départ des garanties visées ci-avant est la date d'effet de la réception des travaux.

De plus, le Titulaire garantira l'Organisme contractant contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériaux fournis.

**ARTICLE 14 : AJOURNEMENT ET INTERRUPTION DES TRAVAUX**

Au cas où il y aurait éventuellement un ajournement des travaux décidé par le pouvoir adjudicateur, il sera fait application de l'article 49.1.1 du CCAG travaux.

**ARTICLE 15 : PÉNALITÉS**

Les dispositions ci-après dérogent à l'article 19.2 du C.C.A.G-Travaux visé à l'article 3.

Des pénalités pourront être appliquées à hauteur de 1/10 du montant total HT de la commande, avec un minimum acquis de 150 euros par commande, par jour de retard sans limitation de temps sauf résiliation, au Titulaire qui ne respectera pas les délais d'exécution contractuels ou ceux fixés par l'Organisme contractant pour les reprises des ouvrages et les éventuelles réparations des dommages imputables au Titulaire.

De même et sauf cas force majeure, en cas de non-intervention du Titulaire dans les délais fixés pour les interventions d'urgences, une pénalité de 1/30 du montant HT de la commande pourra lui être appliquée par heure de retard. Toute heure de retard entamée pourra être pénalisée.

L'absence aux réunions de chantier (ou demande d'intervention du chargé d'affaires) ou/et les retards dans les transmissions des pièces (demande de devis, facture, plans ou autres...) pourront faire l'objet de pénalités d'un montant de 75 euros par jour de retard ou de carence.

Par ailleurs, en cas de défaut de nettoyage du chantier, de ses installations ou de ses voies d'accès, ou de repliement du chantier, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité s'élevant à 100 € par jour de retard.

Enfin, en cas de non-respect des règles de sécurité et de comportement non adéquat, le titulaire s'expose à une pénalité 200 € par manquement.

Les pénalités susvisées sont susceptibles d'être cumulables si les conditions de leur naissance se trouvent simultanément réunies. Elles sont recouvrables par compensation au moyen de retenues sur le paiement des travaux et prestations à faire.

## ARTICLE 16 : PRIX ET RÉVISION

### **16.1 : Contenu des prix**

Les prix, qui seront appliqués dans le marché, sont ceux figurant au bordereau de prix en annexe 1 à l'acte d'engagement. Ces prix, libellés en euros HT et TTC, doivent couvrir la totalité des charges de l'entreprise Titulaire les assurances, les frais généraux ainsi que sa rémunération. Les coûts de déplacement sur site seront inclus dans les prix des travaux demandés.

Les prix unitaires H.T. par heure de main d'œuvre devront être proposés par référence aux qualifications de chef d'équipe, de compagnon professionnel, d'ouvrier professionnel et d'aide.

Les prix de revente des fournitures à l'Organisme contractant seront obtenus par application d'un coefficient de revente qui ne pourra excéder **1,10** sur le prix réellement payé par le Titulaire de l'accord-cadre au grossiste et/ou fabricant, toutes remises déduites.

Ces coefficients et taux de main d'œuvre prendront en compte tous les travaux et prestations nécessaires à la mise à pied d'œuvre des matériels et matériaux.

Par ailleurs, les prestations et travaux non prévus au bordereau de prix pourront être exécutés après envoi d'un devis et acceptation par l'Organisme contractant. Toutefois, la main d'œuvre sera comptée sur la base du prix de l'heure porté au bordereau de prix du Titulaire (annexe 1 à l'Acte d'Engagement), et les fournitures par application aux factures des fournisseurs du coefficient de revente porté au même bordereau de prix.

### **16.2 : Révision des prix**

Les prix proposés par le Titulaire dans son Acte d'Engagement sont fixés aux conditions économiques en vigueur au mois de juillet 2025, mois précédent celui de la remise des offres. Ils sont définitifs et non révisables jusqu'au 1er janvier 2026. Au delà, ils pourront faire l'objet éventuelle d'une révision semestrielle, selon la formule de révision suivante, avec arrondissement le cas échéant au millième inférieur:

$$PR = [ PO \times 0,15 + ( 0,85 \times \frac{BT18 Ar}{BT18Ao} ) ]$$

dans laquelle :

|          |   |
|----------|---|
| PR       | = prix révisé   |
| PO       | = prix pour la 1 <sup>ère</sup> révision, prix précédent pour les révisions suivantes |
| BT 18 Ao | = indice des prix, valeur du mois d'établissement des prix pour les faux-plafonds     |
| BT 18 Ar | = même indice, dernière valeur connue au moment de la révision.                       |

Les évolutions de prix de fournitures à la hausse ne pourront pas dépasser celles appliquées par les fabricants. De même, les évolutions de prix à la baisse devront être intégralement répercutées.

Ces bordereaux de prix révisés devront être acceptés par écrit avant d'être applicables. À défaut, le marché pourra être résilié par l'Organisme Contractant, selon les modalités indiquées à l'article 18 ci-après.

De même, un justificatif de l'évolution des prix de vente par les fabricants de matériaux, objet de l'accord-cadre, sera aussi demandé au Titulaire au moment de l'établissement des bordereaux desdits prix.

### **16.3 : Clause de sauvegarde**

Dans la mesure où en cours d'une même année civile l'application des prix ainsi révisés conduirait à une augmentation supérieure à 5 % par rapport aux coûts pratiqués l'année précédente, l'Organisme contractant se réserve le droit de résilier le marché dans le délai d'un (1) mois à compter de la réception de la proposition de révision.

## **ARTICLE 17 : LIQUIDATION DES DÉPENSES**

### **17.1 : Acomptes**

Si le délai d'exécution des prestations prescrites par un bon de commande dépasse 30 jours, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes, conformément aux dispositions de l'article R2191-20 du Code de la commande publique.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Ils sont toutefois diminués de la fraction correspondant à la retenue de garantie mentionnée à l'article R2191-32 du Code de la commande publique.

Le montant de la retenue de garantie correspond à 5% du montant initial du bon de commande auquel il se réfère, augmenté le cas échéant du montant de la modification en cours d'exécution.

Les opérations liées aux acomptes sont constatées par écrit établi par l'Organisme contractant ou vérifié et accepté par lui.

### **17.2 : Facturation**

#### **▪ Présentation des devis**

Pour rappel, les devis devront être présentés aussi rapidement que possible pour faciliter les règlements dans les meilleurs délais. Ils devront faire ressortir, en détail, local par local et par articles, les quantités réellement mises en œuvre. Ils rappelleront, en outre, les prix unitaires contractuels et décomposeront les prix de façon détaillée.

#### **• Attachements**

Pour les chantiers n'ayant pas fait l'objet d'un accord préalable sur devis, des attachements journaliers correspondant aux travaux réellement effectués seront établis. Ils devront porter l'en-tête et le cachet de l'entreprise et comporter :

*Travaux de faux plafonds destinés aux locaux de la Caf de la Seine-Saint-Denis.*

- La description précise de l'intervention réalisée ;
- La nature, les quantités des matériaux et produits utilisées, et toute information permettant une évaluation objective ceux-ci ;
- Les noms et qualification des intervenants et le nombre d'heures de travail réalisés par chacun d'eux.

Ils doivent être signés du chef de l'équipe d'intervention et du représentant local de l'Organisme contractant.

Ces attachements sont de simples constats ne valant pas réception. Ils serviront de base à la facturation et devront être impérativement joints à la facture. Comme précisé ci-dessus, la mise en règlement de la facture vaudra réception sans réserve.

- **Etablissement des factures**

La facturation des prestations et travaux s'effectuera après constatation de service fait et réception des travaux par L'Organisme.

Le titulaire devra déposer sa facture sur le portail internet « Chorus Pro » du Ministère des Finances à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est rappelé que le portail Chorus Pro n'est destiné qu'à la transmission des seules factures respectant les éléments portés dans le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique date d'émission de la facture, désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture, référence de l'engagement ou de la commande, quantité et détermination précise des prestations réalisées, etc. Il permet notamment la possibilité de consulter à tout moment l'état d'avancement du traitement de la facture.

Chaque facture comportera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier, et le numéro du compte bancaire du Titulaire,
- le numéro du marché,
- le numéro et la date du bon de commande
- les prestations réalisées,
- les dates de réalisation des prestations.
- le montant hors T.V.A. des prestations exécutées,
- le taux et le montant de la T.V.A.,
- le montant total T.T.C. des prestations exécutées, la date.

### **17.3 : Taxes**

À la signature du marché, la T.V.A. est applicable au taux de 20 %. Les paiements convenus donnent lieu à la taxe à la valeur ajoutée, selon la réglementation fiscale applicable à la date d'encaissement ou de débit suivant l'option du Titulaire.

### **17.4 : Délai global de paiement**

À réception de la facture du Titulaire, et sous réserve de conformité de cette demande de paiement aux éléments ci-dessus mentionnés, l'Organisme contractant dispose d'un délai maximum de trente (30) jours pour opérer le règlement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu. La suspension s'exerce dans les conditions décrites aux articles L 2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Le défaut de paiement dans les délais prévus au présent accord-cadre fait courir de plein droit, et sans autre

formalité, le versement d'une somme forfaitaire de 40 € TTC par facture et des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **17.5 : Modalités de paiement**

L'Organisme contractant se libérera des sommes dues en exécution du présent accord cadre, par virement en euros, en faisant porter le montant de celles-ci au crédit du compte courant bancaire dont le Titulaire aura fourni au préalable un relevé d'identité complet. Les pénalités, dont le Titulaire pourrait être redevable, sont réglées par compensation au moyen de retenues sur les paiements à lui faire

## **ARTICLE 18 : RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGES - ASSURANCES**

### **18.1 : Responsabilité en cas de dommages**

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité des travaux.

Pendant toute la durée des opérations, le Titulaire sera tenu responsable des détournements et dégradations de tous ordres occasionnés aux ouvrages et aux matériaux approvisionnés ou repris et ce, même durant le transport de ces derniers.

Le Titulaire doit garantir aussi l'Organisme contractant contre les dysfonctionnements de l'installation qu'il fournit. La responsabilité du Titulaire demeure engagée jusqu'à la réception de ses travaux.

### **18.2 : Assurances**

Le Titulaire du marché ainsi que tout sous-traitant désigné dans le marché doivent être couverts auprès d'une compagnie d'assurances notoirement connue par un ou des contrats d'assurances en cours de validité le garantissant lui et ses préposés, pour toutes les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités en cas d'accidents, de dommages et pertes d'exploitation causés par la conduite des travaux et ouvrages ou par les modalités de leur exécution.

C'est ainsi qu'ils doivent être titulaires :

- d'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises.
- d'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés,

Ces attestations d'assurances indiquant la nature, le montant et la durée des garanties seront jointes à l'offre. De plus, en cours d'exécution du marché, l'entrepreneur devra remettre de nouvelles attestations, sur demande du Pouvoir adjudicateur. L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du Pouvoir adjudicateur.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

**ARTICLE 19 : RÉSILIATION**

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sauf l'article 46.2.1, sous réserve des précisions suivantes :

**19.1 : Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité :**

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article 46.1.2 du CCAG « Travaux »,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

**19.2 : Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure :**

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail ;
- le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de quinze (15) jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

**19.3 : Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure :**

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 17-2 du présent CCAP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'URSSAF,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- la déclaration produite en application de l'article 44-3 du Code des marchés publics a été reconnue inexacte.

Par ailleurs, il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux relatif à la résiliation, sauf l'article 50.2.1 concernant les ordres de services tardifs.

**ARTICLE 20 : MESURES COERCITIVES**

Conformément à l'article 48 du CCAG Travaux, la personne signataire du marché se réserve la faculté de recourir à la mise en régie en tant que mesure coercitive à l'égard du titulaire qui ne se conformerait pas aux dispositions du marché ou aux ordres de service après mise en demeure, notifiée par la personne signataire du marché, restée infructueuse.

Dans le cas où le pouvoir adjudicateur déciderait de recourir à la régie, sa mise en œuvre ne pourrait être que temporaire (au plus, 1 mois), à l'issue de laquelle la résiliation aux frais et risques de ce dernier sera prononcée, si l'entrepreneur ne reprend pas les travaux.

Dans ce dernier cas, par dérogation aux dispositions de l'article 48.4 du CCAG « Travaux », un marché sera passé avec un autre entrepreneur pour l'achèvement des travaux aux frais et risques du titulaire. Le décompte général du marché résilié ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des travaux.

Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché, passé après la décision de résiliation sont à la charge du titulaire.

Si le pouvoir adjudicateur ne recourt pas à la régie, il prononce une résiliation simple, après mise en demeure restée infructueuse. Dans le cas d'un marché passé avec un groupement, l'article 48.7 du CCAG s'applique en plus des précisions ci-après.

Lorsque le mandataire est défaillant non seulement dans son rôle de mandataire mais aussi en tant qu'entrepreneur vis-à-vis des travaux dont il est chargé, il sera fait application des modalités suivantes.

Si les co-traitants du mandataire défaillant l'acceptent expressément, une nouvelle entreprise peut être substituée au mandataire pour les travaux dont il est chargé après résiliation du marché en tant qu'il est conclu avec lui, et un nouveau mandataire est alors désigné selon les modalités fixées au 2° de l'article 48.7.2 du CCAG « Travaux ». Ces modifications sont prises en compte par un avenant conclu entre le maître de l'ouvrage et les dits co-titulaires, y compris le nouvel entrepreneur.

Faute de l'accord des co-titulaires du mandataire défaillant, le maître de l'ouvrage passera un nouveau marché pour la réalisation de la part des travaux non exécutée par ledit mandataire. Dans ce cas :

- si les autres co-titulaires en expriment le souhait, ils peuvent poursuivre leurs travaux dans le cadre d'un groupement réduit à eux seuls ; un avenant désigne alors clairement la part des prestations exclues du marché et celles restant à fournir par chacun des co-titulaires du groupement ainsi réduit ;
- dans le cas contraire, la personne signataire du marché résilie la totalité du marché.

**ARTICLE 21 : GARANTIES EXIGÉES DU TITULAIRE DU MARCHÉ**

Sauf disposition contraire notifiée avec le marché lui-même, le Titulaire n'est pas astreint au régime des sûretés exigées de lui en garantie de la bonne exécution des obligations.

**ARTICLE 22 : CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES**

Les créances nées ou à naître durant l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R2191-46 et R2191-47 du Code de la commande publique est le Directeur de l'Organisme contractant ou son délégué.

En cas de sous-traitance, l'accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées réellement par le Titulaire.

Le certificat de cession ou de nantissement des créances doit être établi par le Directeur de l'Organisme ou son délégué conformément au modèle prévu par la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 23 : DÉCLARATIONS RÉGLEMENTAIRES**

Le titulaire déclare sur l'honneur s'engager à assurer le respect des dispositions prévues à l'article 45 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, et ce tout au long de la période d'exécution de l'accord cadre.

#### **ARTICLE 24 : CHANGEMENT DE SITUATION DU TITULAIRE**

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le jugement instituant la procédure devra être notifié immédiatement à l'Organisme contractant par le Titulaire de l'accord cadre.

De même, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Organisme contractant les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord cadre, qui se rapportent : aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise, à la forme de l'entreprise, à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination, à l'adresse du siège de l'entreprise, au capital social de l'entreprise, et généralement, toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise. Cette notification devra être appuyée d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société d'une copie certifiée conforme de l'extrait du journal d'annonces légales et d'un extrait Kbis ou du répertoire des métiers.

#### **ARTICLE 25 : OBLIGATIONS FISCALES ET SOCIALES – LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLÉGAL**

Le Titulaire s'engage à fournir spontanément à l'Organisme contractant, tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les documents mentionnés aux articles D. 8222-5 et D. 8222-7 du Code du travail, ainsi que l'attestation de vigilance datée de moins de six mois, la fourniture des déclarations sociales, les preuves de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L243-15 du code la sécurité sociale émanant de l'Urssaf, et la liste nominative des salariés étrangers employés par le cocontractant et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus seront obligatoirement déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne, mise à sa disposition gratuitement, dont l'adresse lui sera communiquée ultérieurement. Faute de produire les documents précités, l'accord-cadre pourra être résilié, par l'Organisme contractant, aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

#### **ARTICLE 26 : LITIGES**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Sauf arbitrage reconnu par les deux parties, concernant les litiges qui pourraient survenir dans l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché, la juridiction compétente sera celle dont relève l'Organisme contractant.

## **ARTICLE 27 : LANGUE**

Les correspondances et tous documents relatifs au marché sont émis en Français.

## **ARTICLE 28 : DEROGATIONS**

- Article 15 du présent CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux concernant les pénalités pour retard.
- Article 19 déroge à l'article 50.2.1 du CCAG-Travaux concernant les ordres de service tardifs.